



## GEORGES SALINES

**« J'ai passé la nuit du 13 novembre et la journée du 14 à essayer de savoir ce qui était arrivé à ma fille. »**

**Co-fondateur de l'association de victimes 13onze15 : Fraternité et vérité, Georges Saline a perdu sa fille au Bataclan le soir du 13 novembre. C'est en essayant d'identifier sa fille qu'il s'est rendu compte de l'impréparation des services de secours et des forces de l'ordre.**

*Entretien réalisé le 17 décembre 2017 par Lucas Hueber et Elie Guckert | photo : Lucas Hueber*

**Il a été dit après le 13 Novembre que l'organisation des secours avait été chaotique, notamment au niveau de l'identification des victimes. Qu'en pensez-vous ?**

Ma première motivation pour m'engager dans ce combat a été mon expérience personnelle vis-à-vis de cette problématique. J'ai en effet passé la nuit du 13 novembre et la journée du 14 à essayer de savoir ce qui était arrivé à ma fille. Et ce n'est que le 14, vers 18h, que je l'ai appris, par téléphone. Pour être tout à fait précis, disons plutôt que j'ai eu la confirmation au téléphone d'une nouvelle qui avait fuité sur les réseaux sociaux. J'ai eu tout de suite conscience que quelque chose était très mal organisé ce jour-là. Je pense que des progrès ont été faits depuis, on a amené notre retour d'expérience.

**Comment se passerait aujourd'hui la prise en charge des victimes si un événement comme celui-ci venait à se reproduire ?**

Le secours aux blessés est assez bien organisé. Je pense que la doctrine n'a pas beaucoup changé et ça ne s'était pas si mal passé que ça, le 13 novembre. Il y a toujours des points à améliorer : identification,

prise en charge précoce des personnes qui ne sont pas forcément blessées, mais qui ont été traumatisées. Si certaines ont été prises en charge assez rapidement, d'autres sont rentrées chez elles hagardes, sans papiers, avec leurs vêtements chauds dans les vestiaires du Bataclan... Un gros effort de formation du public a été fait, notamment « Paris qui sauve » dans la capitale, où on apprend les gestes de premiers secours. D'autres aspects, comme les cellules d'urgence médico-psychologiques, manquent cruellement de moyens. Je ne pense pas que ça ait beaucoup évolué sur ce point-là.

**Comment se passe la prise en charge des proches de victimes, notamment au niveau psychologique ?**

Il y a tout d'abord le dispositif des cellules d'urgence, avec un point d'accueil, comme cela a été le cas le 14 novembre à l'École Militaire. Je n'ai jamais été à cette cellule, mais je suis passé à celle qui était devant l'institut médico-légal quand nous avons été voir le corps de ma fille. On nous a donné les coordonnées de consultations psychiatriques, un document qui s'est avéré être très insuffisant puisque le premier

Georges Salines - Entretien réalisé le 17 décembre 2017 par Lucas Hueber et Elie Guckert

numéro de téléphone de la liste était obsolète. Elle n'était pas à jour. On a fini par trouver une consultation et on a pu discuter avec un psychiatre.

Pour la prise en charge au niveau financier, des choses ont été faites et améliorées petit à petit, mais de manière un peu chaotique. En novembre 2015, Marisol Touraine nous avait annoncé que tout serait pris en charge à 100%, on s'est aperçu que ça n'était pas le cas. Actuellement, les consultations psychiatriques sont prises en charge à 100%, les soins de psychothérapie, même s'ils sont délivrés par un non-médecin, comme un psychanalyste, sont pris en charge à 100% aussi. Il y a encore des trous dans le dispositif qui rendent les choses assez compliquées. Les hospitalisations psychiatriques pour les proches ne sont pas vraiment prévues, et pourtant, ils sont également touchés assez souvent, notamment par des dépressions très profondes.

**En tant que fondateur de l'association 13onze15, est-ce que vous avez l'impression que l'on vous écoute, et surtout que l'on vous entend ?**

On nous écoute, oui. C'est d'ailleurs presque un problème, puisque l'interface entre les autorités et les victimes demande beaucoup de temps et de préparation. Est-ce qu'on nous entend ? Pas toujours.

**Pourquoi ?**

Parce que cela coûte cher, il y a des pesanteurs administratives, des difficultés de coordination.

**Est-ce que vous pensez que les Français sont armés pour comprendre ce que signi-**

**fic être victime d'un attentat ?**

Je pense que c'est une expérience qu'il est difficile de pleinement apprécier si on ne l'a pas vécu personnellement. Il y a une compassion. Les gens comprennent bien que perdre un enfant, pour un parent, c'est quelque chose d'épouvantable. Ce qui est beaucoup plus difficile, je pense, c'est de réaliser ce que doit être le psycho-trauma des survivants qui n'ont pas été blessés physiquement, et pourtant certains souffrent beaucoup.

Et on plaint beaucoup les parents, mais moins les frères et les sœurs qui ont un deuil sans doute tout aussi difficile.

**Le 9 janvier 2016, Manuel Valls avait déclaré : « Expliquer, c'est déjà un peu vou-**

**« Bien sûr qu'il faut expliquer. Pas pour excuser, mais pour combattre. »**

**loir excuser ». Est-ce que pour vous, expliquer c'est chercher des excuses aux terroristes ?**

Non. Je me suis expliqué à ce sujet, j'ai écrit dessus et je m'étais insurgé contre cette phrase. J'avais dit que c'était tout aussi stupide que de dire que chercher les causes du

cancer, c'est un peu accepter le cancer. Ou que d'expliquer les causes de la Première Guerre mondiale c'est accepter la guerre. Ça n'a strictement aucun sens. Bien sûr qu'il faut expliquer. Pas pour excuser, mais pour combattre.

**Le lendemain de l'attaque à Nice, Henri Guaino a dit qu'on aurait pu arrêter le camion avec un lance-roquettes. Comment un homme politique peut-il dire ce genre de phrase ?**

Je pense que l'on vit sous une actualité permanente avec un président des États-Unis qui utilise une communication de ce genre-

Georges Salines - Entretien réalisé le 17 décembre 2017 par Lucas Hueber et Elie Guckert

là, où la recherche de la vérité devient secondaire, voire insignifiante, par rapport à la préoccupation première qui est de vouloir trouver une connivence avec un public qui pense comme vous. L'important, c'est de donner des signes à ce public. De ce fait, tout débat constructif devient impossible.

**En tant que victime, comment est-ce que l'on reçoit ce genre de phrase ?**

Tout dépend des caractères. Il y a des gens que ça indignent, d'autre que ça attriste. Moi, ça m'attriste, parce que je pense qu'on a mieux à faire et qu'il faudrait être plus constructif. A la limite, Henri Guaino, je m'en fiche un peu. Les débats entre gens de bonne volonté qui sont plus préoccupés par le fait de se tirer dans les pattes que d'avancer ensemble m'embête un peu plus.

Je fais référence aux disputes où l'on est sommé de choisir entre *Mediapart* et *Charlie Hebdo*. Je n'ai pas envie de choisir. Il y a ceux qui considèrent que la priorité des priorités c'est de dénoncer l'islamisme radical d'une manière assez générale et ceux qui cherchent le dialogue avec l'islam en se disant que ce qui est fondamental c'est de ne pas se couper de la masse des musulmans et d'aider cette religion à faire son ménage interne. Pour être très clair, je suis athée et je considère que le monde se porterait mieux si tout le monde pensait comme moi ! [Rires] Mais une fois que j'ai dit ça... ? La priorité absolue, c'est de convaincre les musulmans que les islamistes sont leurs ennemis.

**Ne faut-il pas également convaincre le**

**reste de la population que les musulmans ne sont pas tous des islamistes ?**

Bien sûr, aussi. Il faut dénoncer les islamistes, mais toujours rappeler que l'on peut être musulman sans être islamiste. Et ça, je m'excuse auprès de *Charlie Hebdo*, mais ils ne le disent pas beaucoup, quand même. Il faut toujours le rappeler, sinon on peut être mal compris par les musulmans, qui vont se sentir rejetés et par la population en général qui va faire cette confusion.

**Il y a eu le procès Merah au début du mois de novembre. Il a beaucoup été**

**« Il faut dénoncer les islamistes, mais toujours rappeler que l'on peut être musulman sans être islamiste. »**

**question du droit d'avoir un avocat pour Abdelkader Merah. Pour vous, ce droit est normal ?**

Bien sûr, et la question ne se pose même pas. Merah avait absolument le droit d'avoir un avocat. On peut discuter avec Dupond-Moretti, savoir si ce qu'il a dit était complètement nécessaire à la défense de son client, inutilement douloureux

pour les victimes, mais c'est secondaire.

**Le procès de Salah Abdeslam va commencer le 18 décembre en Belgique. Ses conditions de détention ont été assouplies suite aux risques psychologiques qu'il présentait, notamment le suicide. Comment est-ce que vous, vous réagissez face à ces débats ?**

J'ai toujours été très clair : Salah Abdeslam est en détention préventive, qui a pour but de l'amener au procès, qu'il ne s'évade pas, qu'il ne se suicide pas, qu'il arrive au procès en état de comparaître. Une fois qu'il aura été condamné, il sera privé de liberté, point. La prison n'est pas là pour torturer

Georges Salines - Entretien réalisé le 17 décembre 2017 par Lucas Hueber et Elie Guckert

les gens. Il n'y a rien d'autre à en dire.

**Vous vous êtes déclaré contre la déchéance de nationalité proposée par François Hollande. Pourquoi ?**

Je pense que c'était une proposition inutile parce que les termes proposés faisaient qu'elle s'appliquait aux terroristes, et je ne pense pas que le fait d'être ou non déchu de la nationalité française puisse avoir un effet préventif sur les personnes qui se livrent à des actes terroristes.

Mais surtout, le 13 novembre 2015, des musulmans sont morts aussi. Le discours politique qui devait être tenu à ce moment-là aurait dû être : « *Vos fils sont tombés sous les balles des terroristes parce que vous êtes Français, parce que vous vivez comme des Français. Venez avec nous combattre l'islamisme* ». Cette histoire de déchéance de nationalité a été reçue par les bi-nationaux, notamment originaires du Maghreb, comme un signe de défiance parce que, d'un coup, eux pouvaient être déchus de la nationalité française, mais pas les Français avec une seule nationalité. D'ailleurs, tout cela ça n'a servi à rien, puisque cela n'est finalement pas passé.

**Que pensez-vous des dispositifs mis en place depuis les attentats, comme Sentinelle, l'état d'urgence ou le passage de ce dernier dans le droit commun ?**

J'étais sceptique à propos de l'opération Sentinelle. Elle ne me paraissait pas d'une grande efficacité. Depuis, il y a eu quelques situations où elle a peut-être été utile, mais ils ont été obligés de se servir de leurs armes parce qu'on les visait eux. Ils ont été utiles comme la chèvre qu'on attache à un arbre parce qu'elle attire le loup. J'ai vécu en Égypte pendant plusieurs années, on voyait souvent des soldats avec des kalach-

nikovs dans la rue, et ça me fait toujours une impression désagréable quand je vois ça à Paris. Mais je suis reconnaissant, car ce sont des gens qui s'engagent pour nous protéger, je ne vais pas trop en dire de mal. Sur la pérennisation de l'état d'urgence, il s'agit de faire en sorte que des mesures qui étaient exceptionnelles deviennent moins exceptionnelles, ça m'embête dans la mesure où c'est attentatoire aux libertés publiques. Sur le plan des renseignements, c'est cependant utile pour que les autorités soient plus efficaces que ce qu'elles ont été avant le 13 novembre.

**Avec tout ce qu'on s'est dit, est-ce que vous pensez qu'il est possible d'avoir un débat rationnel sur le terrorisme en France ?**

Manifestement, c'est extrêmement difficile. Mais des associations comme la nôtre font en sorte d'amener ce débat. ■